

POINT DE VUE D'UNE PERSONNALITÉ POLITIQUE GUYANAISE

CHRISTIANE TAUBIRA-DELANNON

NDLR

Comme son titre l'indique, le texte qui suit est un article d'opinion qui diffère en cela sensiblement de la tonalité générale, d'abord scientifique, de ce numéro spécial. Il est écrit par une personnalité politique guyanaise interpellée par la difficulté de mettre en valeur un patrimoine naturel exceptionnel situé dans une région ultra-périphérique et défavorisée de l'Europe. Il montre une perception affective et culturelle de la forêt avant de passer en revue un certain nombre de problèmes qui se posent. Une façon de dire que la recherche fait progresser la connaissance, sur les milieux et sur les hommes, mais qu'elle ne peut, en quelques années seulement, changer complètement la face du monde. Le travail scientifique entrepris en Guyane doit donc trouver des prolongements au niveau institutionnel, ce qui nécessite qu'il soit suivi et poursuivi. Il portera ses fruits dans la persévérance et dans son adéquation aux problèmes posés.

« La forêt miaule et le ciel se lisse la barbe... »

Aimé Césaire

Personne ne raconte plus aux petits Guyanais des histoires de maskililis. En l'espace d'une génération, ces créatures forestières espiègles ont disparu de l'imaginaire populaire. Avec leurs pieds tournés à l'envers à seule fin d'égarer le promeneur imprudent en l'enfonçant dans le cœur du grand bois tout en lui faisant croire qu'il avance vers la lisière, les maskililis servaient à nous initier aux mystères, aux charmes et aux pièges de la forêt. Et d'abord, à son existence, nous qui, sur le littoral, n'avions nul contact avec elle. Les arbres fruitiers, nous connaissions. Nous y grimpons dès que nous tenions ferme sur nos jambes. Les arbustes et plantes d'ornement, nous connaissions, les jardins étant la fierté des mamans créoles. Le yanman, nous connaissions, les maisons créoles de la ville étant prolongées de cours profondes, dont une ou deux parcelles au moins restaient en friche. Ce yanman d'herbes hautes était la contrée sacrée de toutes les diableries pour les enfants à effrayer. Il était la source de toutes les énigmes pour les interdits à imposer. Des terrains vagues ponctuaient l'habitat urbain en même temps qu'ils assuraient, avec les canaux percés aux contours de la ville, l'évacuation des eaux de pluie. Quelques carrés de pripris, marais impaludés, réceptionnaient les eaux usées et tamponnaient l'expansion des quartiers qui progressaient, comme au garde-à-vous, en rues perpendiculaires et parallèles. Les palmiers orgueilleux de la place des Palmistes s'accommodaient de notre chasse aux sauterelles, le palmier bifide aiguïsait notre curiosité friponne et nous consolait de l'inaccessible et verdoyant mont Cépérou. La place des Amandiers se faisait complice des amoureux mais aussi de nos jeux, avec ses hirondelles grégaires et ses aigrettes voraces persécutant la vase. Des allées de manguiers agrémentaient la sortie orientale de la ville. Des colonnes de tamariniers longeant le cimetière annonçaient son extension prochaine. Des haies d'hibiscus, le long du boulevard, donnaient le ton de l'éphémère aux limites de la ville. La mangrove au sud, peuplée de palétuviers, avançait et reculait au gré de cycles obéissant à des lois obscures. Tel était notre univers végétal. Cayenne est une presqu'île. Il fallait prendre le bac pour atteindre Macouria, et Kourou

semblait lointain, lointain. Le canot était indispensable pour parvenir à Roura et parcourir le Mahury qui, en quelques kilomètres, change deux fois de nom, de l'Oyac à la Comté. Les maskililis servaient à nous initier à l'existence de la forêt, à ses secrets, à ses défenses. Ils étaient également personnages familiers, tout en demeurant délicieusement effrayants, aux enfants créoles des communes rurales. Ceux-là connaissaient mieux que nous les plantes endémiques, le moucou-moucou, l'arouman, le balata. Ils riaient peut-être déjà de ce que le tigre guyanais n'est qu'un ocelot. Ils savaient la saveur du hocco, du jacquot, de l'agouti, de la queue de caïman et du maïpouri. Ils observaient sans doute l'interdit de consommation, le kina, sur la tortue et le tatou. Et malgré leur fréquentation intime des abattis itinérants, malgré leur éveil à cet environnement qui leur fournissait de quoi se nourrir, se loger, se vêtir, se déplacer, ils étaient instruits, comme nous, de la nécessaire prudence à l'égard de la forêt, des règles d'airain appliquées par les chasseurs, intrigués de la connivence entre les vieux conteurs et les bruits du bois, ils recueillaient comme nous des bribes de savoir empirique sur les lois de ce milieu. Les enfants amérindiens et bushinenge étaient autrement initiés, entrant plus profondément dans les bois pour les travaux et les rituels. Mais dans l'arrière-pays guyanais, amérindiens, créoles et bushinenge étaient tous imprégnés de cet univers, de ses principes et de ses normes, des us et coutumes qui fondent la relation quotidienne.

La population rurale était alors bien plus importante en nombre que la population urbaine. Le rapport est désormais inverse. Et aujourd'hui, personne ne parle plus des maskililis. La forêt est devenue un lieu que l'on visite à l'occasion, que l'on protège à distance et, comme par mode, dont on parle pour être dans l'air du temps.

Or, s'il est établi que l'Amazonie est bien le siège de la biodiversité, par la densité de flore et de faune à l'hectare, par sa vitalité et sa force de régénération, par ses équilibres et sa dynamique propre, il reste que la première diversité à préserver est la diversité culturelle.

En effet, que valent les savoirs accumulés, s'ils ne servent pas à rendre l'homme plus libre, le décideur plus éclairé, le citoyen plus autonome ? Que valent les connaissances acquises et maîtrisées si elles ne sont pas offertes à ceux qui, jour après jour, négocient avec la nature des compromis de coexistence ?

La forêt guyanaise est le lieu géométrique des problématiques culturelles, sociétales, sociales, patrimoniales, économiques et scientifiques en tant qu'elles se croisent, se télescopent et s'affrontent. Elle est aussi l'espace de macération de fantasmes, d'illusions et de leurres, antidotes chimériques à ce sentiment mutilant d'une impuissance tenace et fourbe. Tant d'arguments plaident, cependant, pour que nous sortions de ce rapport démesurément affectif avec la forêt. D'abord, la mesure. Recouvrant quatre-vingt-dix pour cent du territoire, elle affiche une présence si prégnante qu'il est déconcertant de saisir une certaine négligence des pouvoirs publics, la trop faible volition des collectivités, le fréquent silence des textes. Cette forêt n'est ni totalement vierge ni totalement primaire. Elle fut parcourue, utilisée, ponctuellement défrichée, souvent dans le désordre d'actes privés, parfois avec la complicité de la puissance publique.

Elle demeure le lieu des problématiques culturelles. La forêt dense humide de Guyane n'est pas qu'un amas d'arbres aux fûts parfaits et gigantesques, dissimulant des animaux convoités pour leurs plumes chatoyantes, leur doux pelage et leur chair succulente, se mirant dans des cours d'eau infestés de piranhas. Laissons sa part au cliché. La forêt est un lieu de vie pour des communautés amérindiennes, des communautés bushinenge, des familles créoles. Elle en est à la fois le pourvoyeur et le protecteur. Sans idéaliser des sociétés humaines fortement détruites, il convient d'admettre que subsistent encore non seulement des pratiques mais surtout un désir de rapports harmonieux avec cet environnement. Ces pratiques et ce désir sont contrariés par des interventions économiques dispersées et des visions administratives, politiques et socio-

professionnelles disparates, sans coordination ni cohérence. Se trouvent posées les questions de la validation des savoirs empiriques, des pratiques usuelles, des légitimités locales dans les processus de décision, de l'arbitrage des conflits de territoires.

La forêt est le lieu de problématiques sociétales. Elle interroge la hiérarchie des modes de vie en vigueur sur l'ensemble du territoire guyanais. Elle questionne à la fois les liens privilégiés sur le continent qui, par transpiration, maintiennent des activités et des mœurs agroforestières, et les systèmes mimétiques issus des rapports dominants avec le centre métropolitain. Elle renvoie à ce vœu de Joseph Lebré « *une civilisation de l'être pour un partage équitable de l'avoir* ».

La forêt est le lieu de problématiques sociales. Et d'abord de la mise en œuvre d'une citoyenneté exigeante qui, plutôt que de s'échiner à traquer des rivalités imaginaires avec l'appartenance communautaire, viserait à garantir l'exercice des droits par l'égal accès à une éducation non aliénante, aux soins, aux conditions de vie. Elle est aussi l'espace où se heurtent le souci de protection et la nécessaire liberté de circulation. Elle réactive le débat sur l'activité et l'emploi, sur la répartition de tâches dans l'organisation sociale et le travail salarié.

La forêt est le lieu de problématiques patrimoniales. Elle relève du patrimoine commun. Elle ne peut faire l'objet de choix émanant de centres de décision extérieurs à ses résidents. Elle ne peut être préemptée par ses seuls résidents. Tout projet d'exploitation, d'aménagement, de préservation, qu'il s'agisse du parc national, de l'exploitation minière et même de l'exploitation forestière, et éventuellement de grands projets agricoles, doit être soumis à délibération collective sur l'ensemble du territoire. Les enquêtes publiques ne conviennent pas. Elles ne suffisent qu'à donner bonne conscience démocratique. Elles sont collectivement inefficaces parce que culturellement inadaptées. Des procédures de démocratie participative doivent être mises en œuvre à l'instar d'essais réussis ailleurs, mais également inventées à la mesure du territoire et de son enclavement, de la population et de son effectif, sa diversité et sa dispersion.

La forêt est le lieu de problématiques économiques. Les injonctions de développement durable ont quelque peu corrigé, dans les discours mais pas nécessairement dans les orientations et les agréments, la course aux ressources naturelles, à leur exploitation, à leur spéculation, à l'urgence de leur mise en valeur. Des ruses faciles ont permis de détourner les exigences énoncées. C'est ainsi que les études d'impact se révèlent souvent standard, donc inopérantes ; que la réhabilitation en fin d'exploitation est escamotée et que le premier des vingt-sept principes de la déclaration finale du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, à savoir que « *l'homme est au centre des préoccupations liées au développement durable* », s'avère souvent lettre morte.

La forêt est le lieu de problématiques scientifiques. Le libre accès au milieu, la collecte de savoirs auprès des populations autochtones (amérindiens, bushinenge, créoles), la divulgation, la vulgarisation, voire la vente industrielle de ces connaissances constituent une forme de dépouillement. C'est toute la controverse sur la propriété intellectuelle. Ces sujets sont en débat à l'échelle internationale et la Guyane aurait d'excellentes raisons de s'y intéresser davantage. La proclamation de grands principes ne doit pas faire écran de fumée. Presque toujours le dernier mot dépend du rapport de forces. En cette matière, l'intégrité doit être postulée indivise.

La forêt devrait être le point cardinal de toute réflexion et de toute action en faveur du développement en Guyane. Elle est le décor naturel de toute inspiration pour l'aménagement du territoire. Elle est également l'endroit décisif de réalisation de la citoyenneté, du fait qu'elle représente encore un obstacle involontaire dans l'exercice équitable des droits, dans le renforcement du sentiment de cohésion sociale, et dans l'engagement à l'élaboration d'un destin commun sinon solidaire.

La responsabilité première est politique. Elle ne peut continuer à se dérober en éludant des questions essentielles qui pourraient être ainsi formulées :

- Quelles réponses pertinentes et équitables apporter à la demande différenciée de foncier entre les communautés autochtones, les particuliers pluri-actifs, les associations foncières ?
- Quels principes et quels critères établir pour la résolution des litiges entre des revendications basées sur des antériorités millénaires et celles fondées sur des antériorités décennales, telles que les soulève la nouvelle répartition des terres à Kourou et Macouria, après restitution d'une partie des terrains attribués au Centre spatial lors de son installation en 1962 ?
- Comment traiter et structurer les implantations spontanées au nord-ouest entre Iracoubo et Mana et comment anticiper de telles dynamiques ?
- Quels projets d'aménagement échafauder en sortant des schémas stéréotypés, du carcan de normes inadaptées, des routines bureaucratiques, des clichés technicistes, et même des petits calculs électoraux ?
- Quelle conception du développement promouvoir à partir des ressources renouvelables et au service de tous en tous points du territoire ?
- Quelle stratégie de développement aiguïser à partir de ressources non renouvelables ? Et surtout quelles procédures pour avoir à connaître le niveau d'acceptabilité des coûts et effets d'un développement basé sur l'exploitation de ces ressources non renouvelables ?
- Quelle articulation accomplir entre les nécessités macroéconomiques en respect des grands équilibres et les pressions microéconomiques dans l'impatience de la création d'activité et le chantage à l'emploi ?
- Quelles dispositions législatives et réglementaires élaborer non seulement pour la gestion de l'exploitation mais pour un plan d'aménagement global ?
- Quels instruments financiers, juridiques et administratifs tailler pour rendre effectives ces mesures législatives et réglementaires ?
- Quels outils réglementaires et techniques affûter pour connaître le capital ligneux et en planifier l'exploitation sans compromettre ni la biodiversité ni les modes de vie ?
- Quels procédés promouvoir pour connaître les expériences conduites ailleurs, leurs succès, leurs promesses et leurs limites ?

Dans tous ces domaines, la réflexion existe ; elle est morcelée ; des expériences se font ; elles sont isolées ; la coopération perdure ; elle est sectorisée. L'action ne peut continuer à être éclatée. La responsabilité publique est d'abord de rassembler les connaissances disponibles, de réunir les compétences dispersées, de répertorier les expériences, de procéder à leur analyse critique, de corriger leurs présupposés ou leur canevas, d'impulser l'initiative, d'irriguer les pratiques et les doctrines, d'évaluer, de consolider.

Nous ne sommes pas au commencement du monde. Nous savons quels dégâts dévastateurs et parfois irréversibles furent perpétrés ailleurs et en d'autres temps par ignorance ou par frénésie productiviste. Mais nous savons aussi ce que les intégrismes protectionnistes ont provoqué comme malentendus quand ce ne furent pas de déplorables conflits et de lamentables appauvrissements. Nous avons en Guyane la convergence de conditions exceptionnelles. Cette forêt physiquement amazonienne, sur laquelle les chercheurs français, brésiliens, surinamiens, vénézuéliens, guyaniens et d'ailleurs ont accumulé quelques notions bien établies, est administrée

selon une législation française inachevée et soumise aux règles communautaires conformes aux principes de gestion globale qui fondent les accords de coopération avec les pays du Sud tropical. Faute de projet politique d'aménagement, indépendamment du schéma d'aménagement forestier conçu par l'ONF, nous n'avons pas encore vraiment buté sur les limites de cette combinaison nord-sud des données et des règles. Il n'empêche que les nécessités sont identifiables. Les connaissances scientifiques et les technologies doivent être mises au service de la décision politique. Le savoir doit être un outil d'aide à la décision en fonction de la demande sociale et, si besoin est, un outil de contribution et d'accompagnement à la formulation de cette demande sociale. Le vide législatif a été comblé par des textes plaqués, bricolés mais aussi parfois originalement inspirés. Il est temps de concevoir et de produire un corpus cohérent qui tranche, dans l'intérêt général et dans la durée, entre les intérêts antagoniques de gestionnaires peu parta-geurs, d'exploitants peu patients, d'opérateurs peu scrupuleux, de touristes peu soigneux, de citoyens peu curieux, d'habitants peu disposés dorénavant à subir. Nous avons bénéficié d'expé-riences évaluées (tels que les aménagements pilotes intégrés en Afrique ou le programme "forest trees and people" en Afrique et en Asie), de technologies performantes (comme la télédétection), de législations révisées et adaptées (sur le minier, la protection, l'exploitation forestière réparée).

L'enjeu majeur et la mission qui nous incombe consistent à construire, pour nous-mêmes et pour d'autres régions du monde confrontées à des défis semblables, des réponses politiquement lucides, sociologiquement fertiles, socialement justes, juridiquement solides, économiquement efficaces, technologiquement harmonieuses, administrativement ajustées. Car nous avons la chance de ne pas être placés sous l'urgence de guerres, de famines, d'épidémies ou de catas-trophes naturelles. Nous pouvons prendre les délais de la réflexion, de la consultation et de la délibération collective. Sans croire qu'il nous est donné le temps de repeindre le ciel.

Concevoir et faire, être à l'heure au rendez-vous du "glocal"⁽¹⁾ en obéissant à cette sommation d'Edouard Glissant « *agis en ton lieu, mais pense le monde* ».

Christiane TAUBIRA-DELANNON
Députée de Guyane (1^{re} circonscription)
35, rue V. Schoelcher
F-97300 CAYENNE

(1) NDLR : compromis entre global et local.

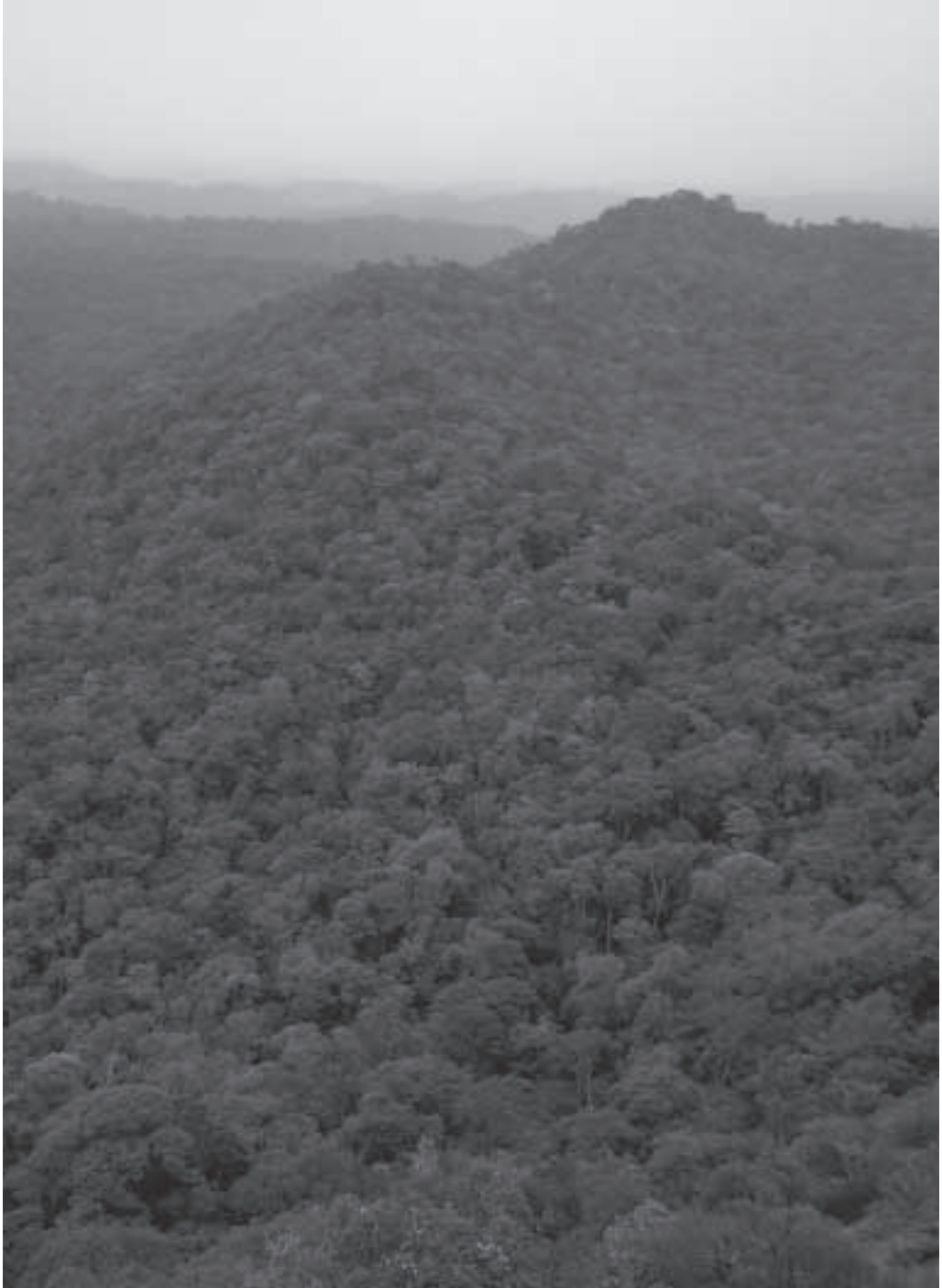


Photo de la canopée recouvrant monts, pentes et talwegs. Prise de vue depuis l'Inselberg des Nouragues.
Photo Jean-Gaël JOURGET, CIRAD-Forêt